

Depuis six ans, le Comité de Défense de l'Hôpital Intercommunal A. Grégoire de Montreuil, au nom des usager-e-s, de la population des villes environnantes a mené son activité pour informer, informer encore, et proposer des campagnes de pétition pour que l'hôpital public préserve ses moyens humains et financiers au service de ses missions de santé publique...

Un projet de santé pour répondre aux besoins de la population

C'EST CE QU'IL NOUS FAUT !

L'hôpital A. Grégoire est un bien commun, et plus que jamais indispensable pour l'égalité d'accès aux soins, dans la proximité et l'élargissement de son offre de soins.

Des besoins de santé immenses, un bassin de population en croissance.

La Seine Saint-Denis est un département jeune, dynamique mais qui cumule toutes les inégalités. Déjà il y a six ans, nous affirmions le besoin de préserver et développer le CHIAG au regard des besoins de la population : aujourd'hui comme hier le diagnostic est terrible !

Notre département cumule toutes les inégalités :

un plus fort taux de mortalité (cancers, maladies cardio-vasculaires, pathologies chroniques...), notamment pour les enfants de moins d'un an; insuffisance de suivi de grossesse avec un taux important de naissance prématurées ; un nombre important d'enfants de moins de quinze ans relevant de l'ALD (affections de longue durée) ; le nombre de médecins libéraux et de toutes les professions paramédicales est le plus faible d'Ile de France : nombre de nos quartiers sont des déserts médicaux malgré les efforts des municipalités pour maintenir des centres de santé...

Et comble de l'injustice : notre département manque cruellement de lits et places, de structures spécialisées, en psychiatrie, en médecine, en gériatrie... RESULTAT : les urgences explosent, le personnel au

bord du « burn out » et les patient-e-s malmené-e-s !

Le Groupement hospitalier de territoire (GHT) : une mauvaise réponse !

Tout le monde s'accorde sur ce diagnostic : l'Agence Régionale de Santé (ARS) affirme sa priorité, constatant les difficultés d'accès aux soins d'une partie de plus en plus importante de la population, mais de plan régional en plan régional les solutions vont à l'inverse !

Ainsi le Plan Régional de Santé 2018/2022 en cours « de consultation » révèle, par exemple que 30% des lits installés pourraient disparaître !



Alors qu'il faut PLUS de tout pour résorber les inégalités en santé dans notre département, le Plan Régional de Santé accompagne un seul objectif en terme de politique de santé depuis de nombreuses années : faire des économies ! En atteste les 1,6 Milliard d'euros inscrits aux

budgets des hôpitaux en 2018 et une prévision de 1,2 milliard d'économies sur la seule masse salariale pour les années à venir, au nom de « la transformation du système de santé » chère à Macron !

Les solutions miracles : le tout ambulatoire (à l'horizon 2022 70% des interventions chirurgicales seraient prises en charge sur une journée !), la mise en place des GHT...et la télémedecine !

Le GHT Aulnay/Montfermeil/ Montreuil : une montagne qui accouche d'une souris ?

Depuis le 1er juillet 2016, le CHIAG est « regroupé » avec deux autres établissements du 93 : Aulnay et Montfermeil par décision autoritaire...et financière! Personne n'a voulu ce regroupement ; il a été imposé aux directions et aux communautés hospitalières. La population s'est exprimée à travers la signature de notre pétition démontrant la crainte d'une remise en cause de la proximité...et la disparition d'activités.

Au cours de ces derniers mois, deux événements majeurs n'ont pu nous échapper, malgré l'opacité et le silence dont ils ont fait l'objet :

- Un regroupement et des mutualisations d'activité imposés ont provoqué une grave crise au niveau de la « gouvernance » du GHT : aujourd'hui le « résultat des courses » est une fusion à terme des sites d'Aulnay et de Montfermeil, une direction commune annoncé au niveau du GHT et une vacance d'équipe de direction à Montreuil laissant le personnel et les médecins dans l'expectative et le désarroi ! Cette situation invisible est porteuse de tous les dangers pour l'avenir de l'offre de soins hospitalière dans l'Est du département de plus d'1 million d'habitants, et particulièrement pour le CHI de Montreuil, pour qui, la prochaine étape pourrait être la fusion pure et simple avec les deux autres établissements, laissant ainsi les mains libres à l'ARS de trancher dans le vif pour faire des économies.

L'hôpital de Montreuil subit toujours une situation financière très difficile, le rendant ainsi très fragile.

- Conjointement à cette situation inextricable, des médecins ont « joué le jeu » de travailler à un Projet Médical Partagé». Nous avons eu l'agréable surprise de découvrir un véritable projet de santé, répondant aux besoins du bassin de population,

respectant la proximité et l'amélioration de l'existant.

Le projet médical : une chance pour le CHI et la population. Nous disons CHICHE !

Prenant appui sur les besoins de santé de la population, les faiblesses et les atouts des trois établissements, ignorant les injonctions de l'ARS et défendant leur attachement au service public, des médecins se sont investis dans l'élaboration de propositions cohérentes pour défendre :

- La pérennité et le développement des activités existantes encadrées dans des filères par discipline
- Préserver la proximité avec la garantie de prise en charge de première intention
- Renforcer les activités de cancérologie, de gériatrie, de pédiatrie, de diabétologie pour répondre aux besoins d'une population en pleine croissance
- Mettre en place une vraie coopération organisée avec la médecine ambulatoire afin d'assurer une véritable continuité des soins
- Travailler en étroite collaboration avec les centres de santé, notamment pour la prévention et des consultations avancées comme la cardiologie...

Autant de propositions qui exigent des équipes en nombre suffisant, formées, des investissements et des programmes de recherche... qui se sont pas à l'ordre du jour du gouvernement et de l'ARS !

Le projet médical peut rester « en jachère » si nous ne nous en mêlons pas !



Autant nous restons opposés au GHT et à la direction commune, autant les propositions médicales peuvent être une vraie avancée pour la santé de la population.
Faisons-nous entendre : c'est cela qu'il nous faut !

En signant la pétition du Comité de Défense, et par toute voie d'expression auprès des élu-e-s, des député-e-s, de l'ARS, nous disons : CHICHE !